

INDICE

Les otages doivent être libérés avant que les groupes armés ne mettent leurs menaces à exécution
Index FI: AFI 20/19/95

Pour diffusion immédiate

Amnesty International exhorte le groupe armé al Faran à relâcher les cinq otages enlevés dans l'État de Jammu et Cachemire la semaine dernière, et qu'il aurait menacé de tuer.

Il semblerait que le groupe ait enlevé deux touristes britanniques, Paul Wells et Keith Mangan, ainsi que Fred Hutchings, un Américain, le 4 juillet dernier. Il a ensuite enlevé Dirk Hasert, de nationalité allemande, et Hans Christian Ostro, un étudiant norvégien, le 8 juillet. Le 12 juillet, le groupe armé aurait fait une déclaration dans laquelle il menaçait de tuer ses otages si le gouvernement indien ne mettait pas en liberté, d'ici au 15 juillet, au moins vingt des membres de groupes d'opposition armés actuellement en détention.

Amnesty International avait déjà fait part de ses préoccupations quant aux multiples détentions de civils indiens par des groupes armés dans l'État de Jammu et Cachemire. Au cours des dernières semaines, plusieurs enlèvements auraient été perpétrés par des groupes armés. Un habitant du village de Massari Gandhetar a ainsi été enlevé et tué le 2 juillet.

Parmi les autres otages se trouvaient un employé de l'université du Cachemire enlevé le 29 juin puis relâché le 2 juillet, six employés de la State Forest Corporation (l'Office forestier d'État) enlevés le 2 juillet et quatre journalistes cachemiris, parmi lesquels les rédacteurs en chef de deux journaux de Srinagar. Deux de ces quatre journalistes enlevés le 6 juillet ont été libérés le jour suivant. Amnesty International ne dispose d'aucune information quant au sort des six employés de la State Forest Corporation et des deux autres journalistes.

Amnesty International condamne la prise d'otages par les groupes d'opposition politique armés et exhorte ceux qui détiennent les cinq hommes, ainsi que les détenteurs d'autres otages dans l'État de Jammu et Cachemire, à les relâcher immédiatement.

La prise d'otages est formellement prohibée par les principes de base du droit international humanitaire, définis notamment par l'article 5 commun aux quatre conventions de Genève.

Depuis de nombreuses années, Amnesty International est préoccupée par la situation des droits de l'homme dans l'État de Jammu et Cachemire. Elle a toujours condamné les violations des droits de l'homme dont se rendraient fréquemment responsables les forces de sécurité indiennes ainsi que les groupes d'opposition armés.

Mise à jour :

La présente mise à jour sur la situation des otages au Cachemire a été envoyée aux médias indiens aujourd'hui (14 juillet 1995) :

Amnesty International se félicite de la libération des six employés de l'Office des forêts qui avaient été enlevés le 2 juillet. Amnesty International se félicite également de la libération le 9 juillet des deux journalistes qui avaient été enlevés le 6 du même mois.

Amnesty International rappelle à cette occasion qu'elle condamne les prises d'otages perpétrés par les groupes armés et exhorte ces derniers à relâcher tous les otages détenus dans l'État de Jammu et Cachemire !